



**DIRECTION DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT
COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT**

PROLONGATION TEMPORAIRE DU MANDAT DU COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Réunion du CAD, 15 avril 2015

Le présent document est soumis pour APPROBATION au titre du point 7 du projet d'ordre du jour annoté de la réunion du CAD, diffusé sous la cote [DCD/DAC/A(2015)3].

Personne à contacter: Éric BENSEL — tél. : +33(0)1 45 24 76 52 — courriel : eric.bensel@oecd.org.

JT03374368

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

PROLONGATION TEMPORAIRE DU MANDAT DU COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

1. Lors de la réunion du Comité d'aide au développement (CAD) du 6 février 2015, la Direction de l'OCDE Audit interne et Évaluation a présenté un exposé général des avancées et des prochaines étapes du deuxième cycle de l'évaluation en profondeur du CAD. Un avant-projet de rapport final pourrait être présenté au Bureau du CAD et au Comité d'évaluation au cours du troisième ou du quatrième trimestre 2015 ; il devrait ensuite être examiné par le Conseil via le Comité exécutif d'ici la fin de l'année. Les évaluations en profondeur réalisées par l'OCDE visent à alimenter la réflexion sur les renouvellements de mandat mais il va être difficile d'achever l'évaluation en profondeur du Comité à temps pour que ses conclusions puissent être prises en compte avant la date d'expiration du mandat du CAD le 31 décembre 2015.

2. Par ailleurs, il est prévu de tenir la réunion du Comité au niveau des ministres au cours du premier trimestre 2016. Or, la réunion au niveau des ministres pourrait aussi avoir une incidence sur le mandat du Comité. Il est donc demandé que le Comité convienne de proposer au Conseil une prolongation de son mandat actuel [C(2010)123 et CORR1 et C/M(2010)18, point 213] jusqu'au 31 décembre 2016. Cette proposition est présentée dans l'annexe à cette note sous la forme d'un projet de Résolution du Conseil. Les mandats des organes subsidiaires du Comité seront prolongés en conséquence.

3. À ce stade, le Comité est donc invité à :

- i. convenir de soumettre au Conseil une proposition tendant à prolonger son mandat jusqu'au 31 décembre 2016 ;
- ii. convenir, sous réserve de l'approbation du Conseil portant sur la prolongation de son mandat, de prolonger en conséquence les mandats de ses organes subsidiaires jusqu'au 31 décembre 2016 ;
- iii. noter qu'il devra mener une réflexion sur les éventuelles modifications à apporter à son mandat parallèlement au processus d'évaluation en profondeur ;
- iv. noter que la révision des mandats de ses organes subsidiaires sera reportée conformément à la nouvelle date d'expiration des mandats.

ANNEXE
PROJET DE RÉSOLUTION DU CONSEIL PORTANT RÉVISION
DU MANDAT DU COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

LE CONSEIL,

Vu la Convention relative à l'Organisation de coopération et de développement économiques en date du 14 décembre 1960 ;

Vu le Règlement de procédure de l'Organisation ;

Vu le paragraphe 14 du Rapport du Comité préparatoire relatif au mandat du Comité d'aide au développement (CAD) [CM(60)2(Final)] ;

Vu la décision du Conseil relative à la clause d'extinction pour tous les comités [C/M(2004)5, point 75], entrée en vigueur le 22 avril 2004 [C/M(2004)10, point 143, IV, c)] ;

Vu les recommandations de l'Évaluation en profondeur du Comité d'aide au développement [C(2007)99& CORR2 et C/M(2007)17, point 226 c)] ;

Vu la proposition de révision du mandat du Comité d'aide au développement [C(2010)123] ;

Désireux de soutenir les efforts déployés par les pays en développement pour améliorer durablement le niveau de vie de leurs populations, notamment grâce à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement;

Reconnaissant que les membres du CAD continuent de s'employer, ensemble, à accroître les ressources allouées au développement et à améliorer leur efficacité;

Convaincu de la nécessité d'aligner la coopération pour le développement sur le contexte et les défis propres à chaque pays et région en développement;

Conscient que les pays les plus pauvres ont des difficultés à établir des relations avec l'économie mondiale et risquent de se trouver de plus en plus marginalisés;

Conscient que les choix stratégiques des pays de l'OCDE et des économies émergentes, ainsi que les enjeux stratégiques associés aux biens publics mondiaux influent sur les résultats du développement;

Reconnaissant la nécessité pour le CAD de collaborer avec d'autres sphères d'intervention et parties prenantes au développement au-delà de ses seuls membres, dans l'optique d'améliorer les résultats du développement;

Convaincu qu'un développement durable et à large assise dans les pays en développement, y compris ceux à l'État fragile ou affectés par un conflit, est essentiel pour la stabilité mondiale et une croissance sans exclus;

Reconnaissant que, si l'aptitude des pays en développement à mobiliser des ressources intérieures et à accéder à des financements privés et publics aux conditions du marché doit être promue compte tenu de la contribution que ces éléments peuvent apporter au développement économique, de nombreux pays en développement auront encore besoin d'une aide publique au développement (APD), au moins pendant la période couverte par le présent mandat ;

DÉCIDE :

A. Le Comité d'aide au développement a le mandat suivant :

I. Objectifs

L'objectif général du CAD est de promouvoir des politiques, de coopération pour le développement et autres, qui contribuent à l'instauration d'un développement durable, y compris à une croissance économique pro-pauvres, à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration du niveau de vie dans les pays en développement, ainsi qu'à un avenir où plus aucun pays ne sera tributaire de l'aide.

Pour atteindre cet objectif général, le Comité est chargé des missions suivantes :

- a) suivre, évaluer et rendre compte des ressources concourant à un développement durable, tel que précédemment défini, et en promouvoir la mobilisation en recueillant et analysant des données et des informations sur l'APD et les autres apports publics et privés ;
- b) passer en revue les politiques et pratiques en matière de coopération pour le développement, en particulier au regard des objectifs et cibles convenus au niveau international et à celui des pays, et favoriser l'apprentissage collectif ;
- c) effectuer des analyses, définir des orientations et recenser les bonnes pratiques, afin d'aider ses membres et la communauté des donateurs dans son ensemble à rehausser la qualité et l'efficacité de l'aide au développement, pour ce qui est en particulier d'induire une croissance économique pro-pauvres et de faire reculer la pauvreté ;
- d) analyser et contribuer à façonner l'architecture mondiale du développement, en rapide mutation, de façon à optimiser les résultats obtenus sur la voie du développement ;
- e) faire connaître l'importance des biens publics mondiaux et de la cohérence des politiques au service du développement en concertation avec des spécialistes d'autres domaines d'intervention des pouvoirs publics au sein de l'OCDE ;
- f) engager le dialogue avec ou inviter des non-Membres – en particulier ceux qui sont dotés d'importants programmes de coopération pour le développement – des organisations internationales, des organismes du secteur privé et des représentants de la société civile ou les inviter à s'associer à ses travaux de façon à en garantir la pertinence et l'exhaustivité¹.

¹ Les pays de l'OCDE qui ne sont pas membres du CAD ont le droit de participer aux réunions du Comité et de ses organes subsidiaires dans les domaines d'intérêt commun.

II. Pouvoir spécial délégué

- A. Le Comité continuera de formuler des recommandations à l'intention de ses membres, et du Conseil, concernant des questions de son ressort liées au développement.
- B. Le mandat du Comité d'aide au développement demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2016.